

Perspectives

N°23/163 – 6 juin 2023

ITALIE – L'Istat révise à la hausse la croissance du T1

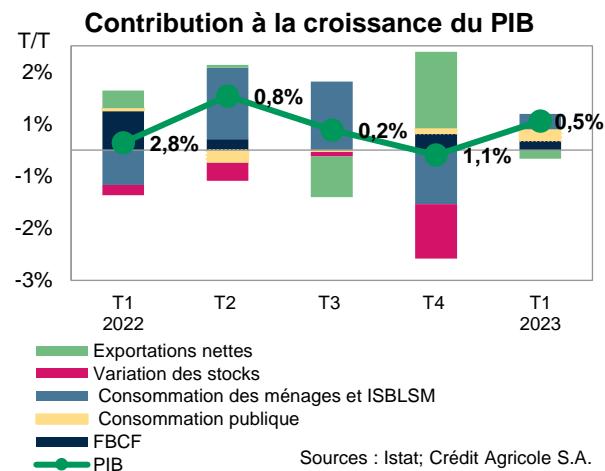
Les données de l'Istat confirment l'impulsion positive de la croissance italienne au premier trimestre. Le PIB a été revu à la hausse, passant de 0,5% à 0,6% pour les trois premiers mois de l'année par rapport au trimestre précédent. En variation annuelle, la croissance italienne progresse de 1,9% au T1, laissant un acquis également revu à +0,9% pour 2023. Avec cette performance, l'Italie se retrouve en tête des grands pays de la zone, faisant mieux que l'Allemagne, qui est entrée en récession technique au premier trimestre 2023, et que la France.

La demande intérieure a été le moteur de l'activité, avec une contribution positive de 0,7 point de PIB, tandis que les stocks et les exportations nettes ont retiré -0,1 point chacun à la croissance.

Malgré un taux d'inflation encore élevé, la consommation des ménages s'est redressée en début d'année, progressant de 0,5%, après un repli de 1,6% au T4 2022. La hausse des dépenses de consommation des ménages est principalement imputable à une reprise de la consommation des biens durables et non durables, qui augmentent respectivement de 2% et 1,4%, après un recul de -1,1% et -0,8% en fin d'année dernière. En revanche, la consommation de biens semi-durables se contracte davantage au T1 par rapport au T4 2022, avec -3,1% (contre -1,1% au T4). La progression des dépenses de services reste quant à elle contenue, avec +0,1%.

Le resserrement des conditions de financement commence à se faire sentir sur l'investissement qui continue de ralentir au T1 2022, n'augmentant que de 0,8% par rapport au trimestre précédent (+1,5% au T4 2022). La composante construction se montre résiliente et décélère légèrement, contrairement à ce qui était attendu. Tandis que l'investissement en travaux publics ralentit par rapport à la forte reprise du T4 2022, passant de +3% à +1,5%, l'investissement en logement accélère par rapport au T4, avec +0,7%. Bien que toujours en croissance, l'investissement productif est davantage pénalisé par l'environnement actuel. En effet, après une année 2022 avec une croissance moyenne de plus de 2%, il ne progresse que de 0,8% en ce début d'année. La fabrication de moyens de transport continue cependant de récupérer après les fortes baisses de 2020 et 2021, cumulant son troisième trimestre de hausse à +6,8% au T1.

Enfin, du côté des comptes extérieurs, il semblerait que la baisse des importations amorcée fin 2022 se poursuive en début d'année, avec un repli de 1% par rapport au trimestre précédent. L'environnement international compliqué s'est également traduit par un repli des exportations au T1, qui reculent de 1,4% sur les trois premiers mois de l'année.



Par branche d'activité, le cycle semble davantage porté par les services. La détérioration des performances de l'industrie, dépeinte dans les enquêtes de conjoncture, s'est traduite par un repli de la production manufacturière de -0,2%. En revanche, l'activité de construction se redresse après deux trimestres de repli, augmentant de 1,5% au T1. Les services passent également en territoire positif, avec une croissance de 0,8% au T1, contre -0,1% au T4 2022, portée par la reprise des loisirs, des services financiers et scientifiques. En revanche, la distribution, la restauration et l'hôtellerie stagnent.

☒ Notre opinion – *Après des années en queue de peloton, l'Italie peut à présent se vanter de trôner en haut du podium de la zone euro. Les chiffres de croissance au premier trimestre ont créé la surprise, et la révision à la hausse de l'estimation préliminaire de l'Istat conforte l'idée que le modèle italien fait preuve d'une plus grande résilience dans ce contexte particulier, marqué par un niveau d'inflation parmi les plus élevés d'Europe. L'acquis de croissance pour l'année permet une révision à la hausse des perspectives de l'activité, mais la prudence reste de mise.*

En effet, les signaux qui nous parviennent pour le deuxième trimestre sont encore contradictoires, et la tempête n'est pas encore entièrement derrière nous. Après une baisse progressive du niveau général des prix de janvier à mars, l'inflation a temporairement repiqué en avril à 8,2%, rappelant que des fluctuations du côté des prix de l'énergie, notamment du pétrole, sont encore possibles. Elle a de nouveau diminué en mai, atteignant 7,6%, mais reste nettement au-dessus de celle de nos partenaires européens. La bonne nouvelle est que l'inflation sous-jacente ralentit pour la première fois, passant de 6,4% à 6,3%. Le ralentissement de l'industrie se confirme également en avril et en mai, avec des indices de confiance qui se dégradent à la fois pour l'indice de confiance de l'Istat, atteignant son plus bas niveau depuis six mois, et pour le PMI, qui enregistre son record de baisse sur les trois dernières années à 45,9. La relève pourrait cependant venir des services qui montrent des indices de confiance en forte progression depuis avril.

Article publié le 2 juin 2023 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
05/06/2023	France – Recul de l'inflation en mai, quelles perspectives pour la consommation ?	France
05/06/2023	Webconférence – Avenir de l'Europe / NGEU – Le plan de relance européen : où en est-on trois ans après ?	Europe
02/06/2023	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
01/06/2023	Un perpétuel recommencement	Monde
31/05/2023	Ghana – Le coup de pouce tant attendu du FMI	Afrique sub-saharienne
31/05/2023	Moyen-Orient – Afrique du Nord – L'intégration commerciale régionale est la plus faible au monde, un handicap certain pour le développement	Moyen-Orient – Afrique du Nord
31/05/2023	Thaïlande – Après les élections, place aux négociations	Asie
30/05/2023	Brésil – Risques avérés circonscrits contre menace sourde	Amérique latine
30/05/2023	Royaume-Uni – Les chiffres d'inflation créent la surprise	Royaume-Uni
26/05/2023	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
25/05/2023	La grande polarisation	Monde
22/05/2023	L'Observatoire financier des entreprises agroalimentaires - Ensemble des IAA	Agroalimentaire
17/05/2023	Japon-Corée – Les lignes de force de la géo économie asiatique bougent vite	Asie
16/05/2023	Royaume-Uni – Conjoncture : le PIB croît de 0,1% au T1-2023	Royaume-Uni
15/05/2023	Parole de banques centrales – La BOE augmente ses taux de 25 pdb à 4,5% et révise fortement ses prévisions	Royaume-Uni
12/05/2023	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
12/05/2023	Les nouvelles dépendances	Europe
11/05/2023	Brésil – « Patience et sérénité »	Amérique latine
10/05/2023	Asie – Conjuguer développement et transition écologique	Asie
10/05/2023	Italie – La "botte" crée la surprise au T1-2023	Italie
09/05/2023	Parole de banques centrales – Réserve fédérale : pause possible en juin, mais sans garantie	États-Unis

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – Statistiques : Alexis Mayer, Jorge Mariano Mamani Soria

Secrétariat de rédaction : xxxx xxxx

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>iPad : application [Etudes ECO](#) disponible sur App storeAndroid : application [Etudes ECO](#) disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.